

la Communauté Européenne de Défense. Il organise à partir de novembre 1953 une série de meetings en France, une manifestation à Paris le 11 novembre devant la statue de Clemenceau et un meeting avec des radicaux, des gaullistes (René Capitant), des socialistes, des républicains populaires.

Après la mobilisation des dockers rien de significatif ne fut organisé contre la « sale guerre ». Pourtant la situation du Corps Expéditionnaire devenait chaque jour plus difficile. Depuis Cao Bang, l'issue de la guerre ne paraissait plus pouvoir être victorieuse pour la France; l'échec du nationalisme vietnamien attaché à la France semblait patent; l'intervention des Etats-Unis dans le conflit grandissait. Autant de raisons, semble-t-il pour impulser un mouvement contre la guerre.

Mais la direction du parti communiste français s'est borné à une simple propagande. Les nombreuses déclarations sur la nécessité de lutter contre la guerre d'Indochine ne changent rien. Les efforts du parti communiste français portèrent essentiellement sur l'organisation du Mouvement de la Paix dont les différentes campagnes visaient à régler des problèmes européens, les problèmes des relations entre l'Est et l'Ouest dans un sens favorable à l'Union soviétique. Par les différentes campagnes du Mouvement de la Paix, le parti communiste a cherché à faire pression sur le gouvernement français pour qu'il adopte une attitude plus conciliatrice face aux propositions de l'U.R.S.S. S'il a accordé tant d'importance au réarmement allemand, c'est qu'il pensait emmener le gouvernement à distendre ses liens avec les Etats-Unis sur cette question. Son souci prioritaire de défendre la patrie du socialisme se traduisit dans la pratique aux dépens d'un mouvement de solidarité internationaliste avec la lutte du peuple vietnamien.

3

La fin du conflit

I. La fin de la guerre froide

A. La situation internationale

C'est dans un contexte de détente internationale entre l'Est et l'Ouest que s'inscrit la fin du conflit indochinois et que s'ébauche la possibilité d'une solution négociée. De part et d'autre, on assiste en effet, à partir de 1953 (notamment après la mort de Staline en mars 1953) à une volonté de régler par la négociation tous les litiges. Déjà l'armistice de Corée en juillet 1953 marque un premier pas important en ce sens.

Après la guerre de Corée, les U.S.A. sont désireux de régler les problèmes avec l'U.R.S.S. En décembre 1953, les U.S.A., la France, la Grande-Bretagne, se réunissent aux Bermudes. Eisenhower impose à Laniel et Bidault l'idée d'une conférence à cinq en avril 1954 pour le règlement des problèmes asiatiques. En Grande-Bretagne, Churchill fait en mai 1953 des déclarations selon lesquelles il est possible de combiner la sécurité de l'U.R.S.S. et celle des pays occidentaux.

L'abandon de l'opération « Vautour » qui aurait consisté à faire intervenir les bombardiers nord-américains sur le camp retranché de Dien Bien Phu se traduit par le désir de trouver une solution par la négociation de la part du bloc occidental : le refus de la Grande-Bretagne de cautionner une telle opération avant que toutes les chances de compromis ne soient épuisées à Genève, incite le gouvernement des U.S.A. à renoncer à ce projet. Les U.S.A. reculent devant le risque d'une internationalisation du conflit. La solution pour le gouvernement des U.S.A. apparaît être celle de la coexistence avec le communisme sans pour autant vouloir accepter un compromis qui leur semblerait défavorable.

Du côté de l'Union soviétique, la volonté de négocier tous les litiges apparaît dans nombre de déclarations. Dans un éditorial de *La Pravda* publié dans *L'Humanité* du 25 mai 1953, l'accent est mis sur la volonté de l'U.R.S.S. d'apporter « une solution aux problèmes internationaux sur la base d'une entente mutuelle des pays intéressés ». Les différences entre les systèmes sociaux ne doivent pas faire obstacle à la possibilité de trouver des points communs « vers lesquels convergent les intérêts des peuples ». « L'Union soviétique est prête à examiner sérieusement toutes les